

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

**ARRETE n° PREF-DCDD-2010- 0383
du 25 août 2010**

**portant mutation de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets
non dangereux sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS au profit de la
société SITA CENTRE OUEST**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre premier du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1998-177 du 15 juillet 1998 autorisant l'exploitation d'un centre de tri-valorisation et de stockage de déchets ménagers et assimilés à SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu le récépissé de mutation du 8 avril 2002 délivré à la société SITA CENTRE EST pour sa déclaration de reprise des activités d'exploitation du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu l'arrêté n°PREF-DCLD-2002-0621 du 29 juillet 2002 portant modification de l'arrêté du 15 juillet 1998 autorisant l'exploitation du centre de tri-valorisation et de stockage de déchets ménagers et assimilés à SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu l'arrêté préfectoral n°DCLD-2002-0718 du 6 septembre 2002 complétant l'arrêté n°DCLD-B1-1998-177 du 15 juillet 1998 portant autorisation, à la société ECOSPACE, d'exploiter un un centre de tri-valorisation et de stockage de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCLD/200//0654 du 22 juillet 2004 complétant l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1998-177 du 15 juillet 1998 portant autorisation d'exploiter un centre de tri-valorisation et de stockage de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCDD/2006/336 du 31 juillet 2006 portant prescriptions complémentaires applicables à la société SITA CENTRE EST concernant l'installation de

stockage de déchets ménagers et assimilés, l'installation de tri valorisation de déchets industriels banaux et l'installation de compostage de déchets verts qu'elle exploite sur la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS,

VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCDD-2008-0379 du 25 juillet 2008 portant prescriptions complémentaires applicables à la société SITA CENTRE EST concernant l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, l'installation de tri valorisation de déchets industriels banaux et l'installation de compostage de déchets verts qu'elle exploite sur la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS,

Vu la demande présentée par SITA CENTRE OUEST le 30 mars 2010 en vue de bénéficier du transfert à son compte de l'autorisation d'exploiter susvisée, ainsi que les pièces jointes à la demande,

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 juin 2010,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 22 juillet 2010,

CONSIDÉRANT que les documents fournis justifient des capacités techniques et financières de l'exploitant à assurer la bonne exploitation des installations concernées et leur suivi,

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire justifie de la constitution de garanties financières pouvant pallier d'éventuels dysfonctionnements ou manquements à ses obligations réglementaires,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux, l'installation de tri valorisation de déchets industriels banaux et l'installation de compostage de déchets verts sise sur le territoire de la commune de SAUVIGNY-LE-BOIS, objet de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1998-177 du 15 juillet 1998, modifié par arrêté préfectoraux DCLD-2002-0621 du 29 juillet 2002, DCLD-2002-0718 du 6 septembre 2002, DCLD/200//0654 du 22 juillet 2004, DCDD/2006/336 du 31 juillet 2006 et DCDD-2008-0379 du 25 juillet 2008, est transférée à SITA CENTRE OUEST dont le siège social est situé 6, rue Gaspard Monge à MONTLOUIS-SUR-LOIRE (37270).

ARTICLE 2 :

L'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter est transférée à SITA CENTRE OUEST.

ARTICLE 3

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif compétent sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON, d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet de l'Yonne d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre compétent qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux.

L'absence de réponse de la part de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

ARTICLE 4

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de SAUVIGNY-LE-BOIS pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire de SAUVIGNY-LE-BOIS et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction des Collectivités et du Développement Durable-Service du Développement Durable).

Un extrait de cet arrêté sera également publié par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

ARTICLE 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Sauvigny-le-Bois, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société SITA CENTRE OUEST et dont copie sera adressée :

- au maire de Sauvigny-le-Bois,
- au sous-préfet de l'arrondissement d'Avallon,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,
- au chef de l'unité territoriale de l'Yonne de la DREAL,
- au délégué territorial de l'Yonne de l'Agence Régionale de Santé,
- au directeur départemental des territoires,
- au chef du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
- au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- au président du conseil général de l'Yonne,

Fait à AUXERRE, le 25 AOUT 2010

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général,



Patrick BOUCHARDON

